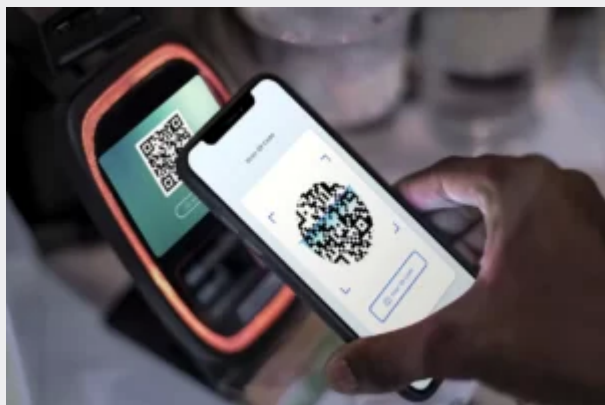


Moscou va donner la priorité au plan de marquage du bétail de la planète approuvé à Davos



[Source : edwardslavsqat]

[Crédit image : weforum.org (site du Forum Économique Mondial)]

Source : Président russe Vladimir Poutine

Par Edward Slavsquat

L'expression « infrastructure publique numérique » [IPN] est un euphémisme amical de lézard de l'espace qui signifie « vous allez être marqué au fer rouge et vous allez aimer ça ». Vous avez probablement lu les joies de l'IPN en parcourant les sites web des Nations Unies, du Forum Économique Mondial, de la Fondation Rockefeller, de la Fondation Bill et Melinda Gates et d'autres réservoirs bienveillants de l'altruisme international qui se consacrent à la création d'un monde sûr, pratique, équitable, inclusif et extrêmement durable.

Voici comment le Programme des Nations Unies pour le Développement décrit l'IPN :

L'infrastructure publique numérique (IPN) est un moyen partagé de parvenir à de nombreuses fins. Elle est un catalyseur essentiel de la transformation numérique et contribue à améliorer la prestation des services publics à grande échelle. Bien conçue et mise en œuvre, elle peut aider les pays à atteindre leurs priorités nationales et à accélérer la réalisation des Objectifs de Développement Durable [de l'Agenda 2030].

Les gouvernements, les donateurs, le secteur privé et la société civile ont l'occasion de la façonner – rejoignez-nous !

Voici maintenant la définition de la Fondation Rockefeller :

L'IPN est une approche numérique qui permet des fonctions essentielles à

l'échelle de la société afin de promouvoir la croissance économique et sociale pour tous, et pas seulement pour ceux qui ont les moyens d'y accéder.

Ses utilisations immédiates sont nombreuses : paiements d'urgence aux réfugiés climatiques via les téléphones portables, accès immédiat à la télésanté et aux dossiers, carte d'identité numérique qui accélère l'accès aux prestations sociales, etc.

Voici comment la Fondation Bill & Melinda Gates explique cette initiative numérique salubre :

Lorsque COVID-19 a accéléré la transformation numérique à l'échelle mondiale, il a mis en évidence la différence entre une infrastructure numérique forte et une infrastructure numérique faible. Les pays disposent d'une fenêtre étroite pour s'assurer qu'ils disposent de réseaux numériques qui offrent de manière sûre et efficace des opportunités économiques et des services sociaux à tous les résidents. C'est ce que l'on appelle l'infrastructure publique numérique.

Enfin, le Forum Économique Mondial a donné son point de vue sur l'IPN :

L'infrastructure publique numérique est essentielle pour relever d'importants défis mondiaux tels que le changement climatique et la nécessité de disposer de finances publiques réactives et efficaces. [...]

Une approche axée sur l'infrastructure et utilisant les IPN nous promet d'imaginer un avenir numérique inclusif qui exploite le pouvoir de la société, des gouvernements et des entreprises, tout en étant innovant, adapté au contexte et évolutif pour servir les gens et notre planète.

Les IPN dans le domaine de l'identification et des paiements ont considérablement raccourci la courbe d'adoption et d'inclusion.

Si l'on supprime la salade de mots superflus des citations ci-dessus, la philosophie qui sous-tend l'IPN peut être résumée comme suit :

Les étiquettes pour le bétail ne sont pas seulement sûres et pratiques, elles sont un droit de l'homme.

Si je souligne ce point, c'est parce que Vladimir Poutine a annoncé, lors du sommet du G20 de novembre, que le « développement de l'infrastructure publique numérique » était une « priorité » pour la Fédération de Russie.



I would like to note that Russia pays priority attention to the development of digital public infrastructure and strengthening information security. By the way, we already provide most government services to the population electronically.

As a responsible participant in global efforts to combat climate change, Russia plans to achieve carbon neutrality no later than 2060. For this purpose, all available and effective tools are used to reduce greenhouse emissions: nuclear energy, hydropower, increasing the absorption capacity of forests, environmentally friendly technologies in all sectors of the economy.

Source : Kremlin.ru

Président de la Russie | Les événements | Structure | Vidéo et photo |
Documentation | Contacts | Recherche

Je tiens à souligner que la Russie accorde une attention prioritaire au développement de l'infrastructure publique numérique et au renforcement de la sécurité de l'information. D'ailleurs, nous fournissons déjà la plupart des services gouvernementaux à la population par voie électronique.

En tant que participant responsable aux efforts mondiaux de lutte contre le changement climatique, la Russie prévoit d'atteindre la neutralité carbone au plus tard en 2060. À cette fin, tous les outils disponibles et efficaces sont utilisés pour réduire les émissions de gaz à effet de serre : l'énergie nucléaire, l'hydroélectricité, l'augmentation de la capacité d'absorption des forêts, les technologies respectueuses de l'environnement dans tous les secteurs de l'économie.

Bien sûr, il est important de se rappeler que la promotion inconditionnelle de l'IPN par Moscou est très bonne et antimondialiste, tandis que les documents de politique générale de la Fondation Rockefeller détaillant comment l'IPN rendra le monde plus « équitable » sont très mauvais et diaboliques. Il est évident que Moscou s'empresse de mettre en œuvre des projets d'IPN en Russie afin d'empêcher les mondialistes de mettre en œuvre des projets de l'IPN en Russie [□]. Moscou utilise exactement la même stratégie pour combattre les mauvaises clot-shots [mauvaises coagulations (suite aux injections)] et les mauvaises CBDC par de bons clot-shots et de bonnes CBDC.

Mais revenons-en à l'IPN.

L'excellent universitaire et économiste russe Valentin Katasonov a récemment publié un article sur ce nouveau projet « d'infrastructure » mondial et sur les raisons pour lesquelles l'IPN sera probablement l'acronyme de l'année 2024. (Vous vous souvenez peut-être des commentaires avisés de M. Katasonov sur le rouble numérique). Son dernier article d'opinion sur

l'IPN a été publié par au moins trois médias en langue russe (Zavtra, un site de médias alternatifs conservateurs de droite, Katyusha.org, nos amis orthodoxes patriotes, et Business Gazeta, le site d'information économique le plus rouge de Russie).

L'article se trouve ci-dessous. Bonne lecture.

IPN sera-t-il le nom du « camp de concentration numérique » mondial ?

par Valentin Katasonov, 15 décembre 2023

L'année dernière, l'une des abréviations anglaises les plus utilisées dans les médias russes était CBDC (Central Bank Digital Currency [Monnaie numérique des banques centrales]). Notre intérêt particulier pour la CBDC est dû au fait que la loi sur le rouble numérique a été adoptée au cours de l'été de cette année et que la Banque de Russie a commencé à introduire progressivement ce rouble numérique dans nos vies.

Je n'exclus pas que l'année prochaine, en 2024, une autre abréviation anglophone prenne la première place en termes de popularité – IPN, qui signifie Infrastructure Publique Numérique [Digital Public Infrastructure, ou DPI, en anglais]. Pour la majorité de nos concitoyens, le sujet de l'IPN est encore terra incognita [terre inconnue ou territoire inconnu]. Mais la mise en œuvre du projet IPN pourrait être si rapide que l'année prochaine, les citoyens pourraient perdre le sommeil à cause de cette mystérieuse IPN. Cela peut avoir le même effet de choc sur les gens que, par exemple, la soi-disant pandémie de Covid qui a balayé le monde entier, y compris la Russie, en 2020.

Le projet d'introduction de l'IPN a été lancé au plus haut niveau. Il est mené sous les auspices du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), de la Fondation Bill et Melinda Gates et de la Fondation Rockefeller, avec le soutien de l'Union Européenne, du FMI et du Forum Économique Mondial (FÉM) de Davos.

Le Guide de l'Infrastructure Publique Numérique (IPN) des Nations Unies (PNUD) indique que le projet comporte trois volets principaux :

« En général, il existe trois principaux types de protocoles qui facilitent l'infrastructure publique numérique : l'identité numérique, les paiements numériques et l'échange de données. En ce qui concerne la première composante (l'identification numérique), il s'agit d'une carte d'identité numérique. »

Et plus loin sur le site du PNUD, on peut lire :

« Ces trois protocoles sont généralement requis pour la plupart des transactions de services numériques, telles que la délivrance de permis, de licences ou la fourniture de dossiers, qui nécessitent souvent de vérifier l'identité de l'utilisateur, d'assurer l'échange de données entre les agences et les utilisateurs, et enfin d'autoriser les paiements en ligne. »

Voici d'autres extraits du site web du PNUD :

« En donnant la priorité à ces trois protocoles, les gouvernements locaux peuvent préparer le terrain pour le développement réussi d'un écosystème complet de services numériques afin de répondre aux besoins uniques de leur communauté. »

En ce qui concerne la question de l'identité numérique, le site indique spécifiquement ce qui suit :

« Cette identité numérique détermine les produits, les services et les informations auxquels nous pouvons accéder ou, à l'inverse, ce qui nous est interdit. »

Tout est très franc. L'accès aux biens publics sera différencié en fonction du statut social de la personne, probablement dans l'esprit du roman de Huxley « Le meilleur des mondes », où tous les habitants du « Meilleur des mondes » sont divisés en castes. Il est probable que le comportement de chaque individu jouera également un rôle, notamment à l'aide de notations sociales attribuées à chaque individu (ce sont les camarades chinois qui ont le plus progressé dans ce sens).

J'ai déjà beaucoup écrit sur cette composante de l'IPN qu'est la CBDC. J'ai récemment publié un livre sur ce sujet : Digital currencies: from Bitcoin to CBDC: "Masters of money" want to become "masters of the world" [Monnaies numériques : du Bitcoin à la CBDC : les « maîtres de l'argent » veulent devenir les « maîtres du monde »] (M. : Tion, 2023).

Même avant l'apparition du projet IPN, j'ai dit que la CBDC est une partie importante d'un projet plus global et général visant à construire un camp de concentration numérique mondial et que tous les détails du projet global nous sont encore inconnus. Aujourd'hui, il semble que nous puissions enfin voir comment le puzzle appelé « camp de concentration numérique mondial » est en train d'être assemblé à partir de pièces individuelles. Son nom est IPN [ou DPI en anglais].

Quant à la CBDC, au cours des derniers mois, certains des secrets de ce projet ont également commencé à être révélés. Les banques centrales de

dizaines de pays du monde entier ont déjà annoncé l'année dernière qu'elles commençaient à préparer et à mettre en œuvre des projets de monnaie numérique. Mais en même temps, elles ont déclaré qu'il s'agissait exclusivement de monnaies numériques nationales. Et que la CBDC n'était qu'un ajout aux deux formes existantes de monnaie – liquide et non liquide. Mais cette année, de nombreux signes indiquent déjà qu'une monnaie numérique mondiale unique sera créée au fil du temps et que la CBDC n'est pas un troisième type de monnaie, mais le seul qui remplacera à terme à la fois l'argent liquide et la monnaie scripturale traditionnelle.

En novembre 2023, le festival international de la fintech s'est tenu à Singapour. La directrice générale du Fonds Monétaire International (FMI), Kristalina Georgieva, y a prononcé un discours. Elle a appelé les États à « continuer à se préparer à la mise en œuvre » des CBDC et des plateformes de paiement connexes à l'avenir. La directrice exécutive a noté que les CBDC sont mieux à même que l'argent liquide et les transferts bancaires traditionnels d'assurer la durabilité dans les économies avancées et d'améliorer l'accès aux services financiers dans les communautés sous-bancarisées. Elles parlent plus ouvertement de l'avenir des CBDC en Chine : elles ne cachent pas que le yuan numérique non seulement peut, mais doit, à l'avenir, remplacer les types de monnaie traditionnels, principalement le yuan en espèces.

Ces derniers mois, divers sites web consacrés à l'IPN ont commencé à apparaître comme des champignons après la pluie. Voici, par exemple, un site appelé CDPI. Il s'agit d'une ressource d'information sur le développement de l'IPN, appelée Center for Digital Public Infrastructure (Centre pour l'infrastructure publique numérique). Le site est en grande partie constitué de publicité. Il est impossible de comprendre qui sont les développeurs du projet, qui sont les clients et qui finance le développement.

Le site web explique ce qu'est l'IPN :

« L'infrastructure publique numérique est une approche visant à résoudre les problèmes socio-économiques à grande échelle, en combinant des interventions technologiques minimalistes, la gouvernance publique/privée et l'innovation dynamique du marché. Parmi les exemples courants, citons l'Internet, les réseaux mobiles, le GPS, les systèmes d'identité vérifiables, les réseaux de paiement interopérables, l'échange cohérent de données, les réseaux de découverte et d'exécution en boucle ouverte, les signatures numériques, etc. »

Comme on le voit, le projet IPN vise à intégrer tout ce qui a été développé et peut encore l'être dans les différentes sphères de la vie publique, et est lié aux technologies numériques et à l'information numérique.

Seules deux personnes « mises en avant » sur le site web du CDPI sont apparemment très impliquées dans le sujet de l'IPN. L'une d'entre elles est

Nandan Nilekani, un entrepreneur et milliardaire indien étroitement associé au milliardaire américain Bill Gates. Il a acquis une renommée mondiale en faisant don, en 2017, de la moitié de sa fortune à la Bill and Melinda Gates Charitable Foundation. Le milliardaire indien présente le projet comme suit :

« L'infrastructure publique numérique consiste à créer un modèle de croissance fondé sur la technologie qui soit collaboratif, équitable et qui démocratise les opportunités à l'échelle de la population. Le centre IPN peut aider les pays à progresser plus rapidement dans cette voie. »

Le deuxième personnage est Bill Gates lui-même. Apparemment, il est la figure principale de l'organisation CDPI. Sur la page d'accueil du site, il s'adresse aux utilisateurs avec ces mots inspirants :

« Tout comme nous avons construit des routes, des autoroutes et des aéroports au 20e siècle, nous devons maintenant construire une infrastructure numérique ouverte, accessible et qui donne du pouvoir à tout le monde. »

À en juger par de nombreux signes, nous entendrons parler de [Bill Gates] en 2024 aussi souvent que nous avons entendu parler de lui, par exemple, en 2020-2021, lorsqu'il poussait de toutes ses forces l'idée d'une vaccination universelle de l'humanité, et d'une vaccination accompagnée de l'identification numérique de chaque habitant de la planète.

De nombreux observateurs et experts de l'IPN appellent les principaux moteurs du projet les Nations Unies (PNUD) et Bill Gates (la Fondation qui porte son nom). Ce projet a reçu le nom officieux de « 50-in-5 » [« 50 en 5 »]. Cela signifie que les Nations Unies et Bill Gates prévoient de créer des infrastructures publiques numériques complètes dans 50 pays sur une période de cinq ans. En d'autres termes, si nous comptons à partir de 2023, en 2028, des camps de concentration numériques à part entière devraient être construits dans cinquante pays du monde. Et à plus long terme, un monde unique sera créé à partir de camps de concentration numériques individuels.

Quand la campagne « 50 en 5 » a-t-elle commencé ? Le site web du PNUD indique la date exacte du début de la campagne : le 8 novembre 2023. La communauté mondiale n'a pas encore pleinement pris conscience de cet événement historique. [...]

Il y a d'autres participants au projet NPI. Ainsi, lors du sommet B20 (Business-20) qui s'est tenu en Inde en août, l'entrepreneur et milliardaire Nandan Nilekani, déjà cité plus haut, a pris la parole. Il est considéré comme le premier architecte indien de l'identité numérique. Lors du sommet, l'homme d'affaires s'est vanté du chemin parcouru par l'Inde dans la mise en place d'une infrastructure publique numérique. Il a ajouté que d'autres pays

pourraient suivre son exemple et utiliser l'IPN pour tout ce qui concerne les passeports vaccinaux, la perception des impôts et le paiement des péages routiers, l'adaptation au changement climatique et la transition vers une économie circulaire.

Et lors de la session de printemps (2023) du FMI et de la Banque Mondiale, ce milliardaire indien a déclaré que pour construire une « société correcte » dans le nouveau monde, seuls trois outils sont nécessaires : chaque membre de cette société devrait avoir une carte d'identité numérique ; tout le monde devrait avoir un compte bancaire ; tout le monde devrait avoir un smartphone. Cela suffit pour construire toute l'infrastructure numérique de la société, c'est-à-dire, dans un langage moins politiquement correct, un camp de concentration numérique.

[NDLR Cela correspond à la mise en place de la mythique ou apocalyptique Marque de la Bête sans laquelle il ne sera plus possible d'acheter et de vendre. Ceci sera probablement réalisé dans la pratique par le transhumanisme de l'Homme grâce aux vaxins graphénisés qui le rendront partie intégrante de l'Internet de Corps avec la proche 6G et permettent déjà l'apparition d'un identifiant numérique unique sous forme d'adresse MAC, pour Media Access Control.

En d'autres termes :

[REDACTED]
[REDACTED]]

Le Forum Économique Mondial (FÉM), qui a commencé à être oublié de manière imméritée après la fin abrupte de la pandémie dite de Covid, apporte également une forte contribution à la construction de l'IPN. En novembre de cette année, le FÉM a proposé son plan d'introduction de « cartes d'identité numériques ». En outre, la menace d'un réchauffement brutal de la planète, les prévisions de nouvelles pandémies, l'imminence d'une famine mondiale et d'autres menaces globales ne laissent pas de temps pour l'escalade. Le FÉM estime que l'identification numérique de tous les habitants de la planète devrait être achevée d'ici 2030.

Les observateurs et les experts qui ont commencé à suivre le sujet de l'IPN notent que si la mise en œuvre du projet commence à dérapier, les organisateurs de la campagne auront très probablement recours à un moyen déjà éprouvé : l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) annoncera le début d'une nouvelle « pandémie », avec toutes les conséquences qui en découlent pour les droits de l'homme et les libertés.

PS – L'auteur d'un article récent (publié par Tsargrad) sur le thème de l'IPN a suggéré de donner un autre nom, plus exact, au projet : GDCC – « global digital concentration camp » [camp de concentration numérique mondial].